

## SAVOIR LIRE UN CONTRAT D'ÉDITION POUR DÉFENDRE SES DROITS EN 16 POINTS

### Sommaire

1. Vérifiez le contenu de votre manuscrit et les droits y afférents .....	1
2. Renseignez-vous sur l'éditeur .....	1
3. Identifiez la loi applicable au contrat .....	1
4. Déterminez l'œuvre objet du contrat .....	2
5. Établissez s'il s'agit d'une cession ou d'une licence .....	2
6. Vérifiez la présence des mentions nécessaires à la validité du contrat .....	2
7. Mesurer l'étendue de la cession/licence .....	3
8. Déterminez la durée de cession/licence .....	3
9. Déterminez le territoire de la cession/licence .....	4
10. Prenez garde à l'exclusivité .....	4
11. Vérifiez la clause de rémunération .....	4
12. Méfiez-vous des clauses de représentation .....	4
13. Méfiez-vous des clauses de garantie .....	5
14. Attention aux clauses de préférence .....	5
15. Attention aux clauses de sous-cession .....	5
16. Intégrez la mention « confidentiel » aux documents joints à l'œuvre .....	5

#### 1. Vérifiez le contenu de votre manuscrit et les droits y afférents

Vous devez garantir à l'éditeur que vous possédez les droits sur tous les éléments fournis pour l'édition. Vous ne devez donc pas utiliser des images, des données ou des graphiques dont vous ne détenez pas les droits d'exploitation. De même, toutes les citations doivent faire l'objet d'une référence bibliographique.

Si l'œuvre contient des données à caractère personnel (photographies, interviews...), il est nécessaire de s'assurer que le traitement est fait en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (information des personnes concernées, base légale comme le consentement...) et le droit à l'image.

#### 2. Renseignez-vous sur l'éditeur

Indépendamment de l'image et de la réputation de l'éditeur, il est important de se renseigner sur sa stabilité financière, surtout si son intervention doit se dérouler dans la durée (par exemple, un éditeur commercial doit imprimer les livres, sélectionner son réseau de distributeurs, assurer la promotion et le lancement commercial de l'ouvrage, le réassort régulier, etc.). Pour cela, il est possible de consulter le site Web de l'éditeur ainsi que les sites d'informations générales sur les sociétés (« societe.com » ou « infogreffe.fr » pour les sociétés françaises), qui permettent notamment de vérifier que l'éditeur ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. De même, il est intéressant de se renseigner auprès de son établissement et collègues qui auraient déjà travaillé avec l'éditeur concerné.

(Voir : fiche CoopIST : Fovet-Rabot, C. 2023. Eviter les revues et éditeurs prédateurs : définition et indices. Montpellier (FRA) : CIRAD, 5 p. <https://doi.org/10.18167/coopist/0036>)

#### 3. Identifiez la loi applicable au contrat

La plupart des contrats d'édition contiennent une clause de loi applicable, qui prévoit généralement que la loi du contrat est celle du pays de l'éditeur. S'il s'agit d'un pays étranger, les conseils ci-après qui correspondent au droit français ne seront pas forcément applicables. En effet, les législations varient sensiblement d'un pays à un autre, même s'il existe des conventions internationales (notamment la convention de Berne de 1886, souvent réactualisée depuis) et des directives d'harmonisation communautaire (notamment la directive du 29 avril 2004 qui a été transposée en droit français par la loi du 29 octobre 2007).

De manière générale, en France, la loi protège davantage les auteurs que dans les autres pays. En droit anglo-saxon notamment, l'auteur ne conserve que les droits que l'éditeur accepte de lui réserver (*Retained Rights*). Il est donc vivement recommandé que la loi applicable au contrat soit la loi française.

#### 4. Déterminez l'œuvre objet du contrat

Même si elle n'est pas encore réalisée, vous identifierez avec précision la création qui fait l'objet du contrat ainsi que ses principales caractéristiques (format de texte, type de support, taille ou nombre de caractères, etc.).

- Pour les œuvres réalisées, cela permet de déterminer le contenu de l'œuvre au moment de sa remise à l'éditeur, ce qui facilite le contrôle des modifications que l'éditeur souhaiterait y apporter. En tout état de cause, juridiquement, même si l'éditeur s'est expressément réservé la possibilité de modifier l'œuvre dans le contrat, ces modifications ne devront jamais conduire à dénaturer l'œuvre.
- Pour les œuvres non encore réalisées, le contrat d'édition peut être conclu à condition que l'œuvre soit clairement identifiée et décrite. En effet, le Code de la propriété intellectuelle prévoit que la cession globale des œuvres futures est nulle<sup>1</sup>, un auteur ne peut donc pas céder « toutes ses œuvres à venir » sans indication précise, sous peine de nullité du contrat. Il faut donc être vigilant sur la description de l'œuvre dans le contrat qui permettra aussi de préciser les obligations de l'auteur pour la remise du manuscrit.

Note : dans les deux cas, il est prudent de se ménager la preuve de sa création avant de la soumettre à l'éditeur (au moyen d'une enveloppe *Soleau*<sup>2</sup>, d'une lettre recommandée<sup>3</sup>, d'un constat d'huissier, etc., ainsi que la preuve de l'envoi à l'éditeur (conserver la copie du courrier ou du message électronique).

#### 5. Etablissez s'il s'agit d'une cession ou d'une licence

Pour être en capacité d'exploiter l'œuvre, le contrat d'édition peut prévoir de mettre en œuvre un des deux mécanismes juridiques suivants :

- La cession : dans cette situation, l'auteur transfère à l'éditeur ses droits patrimoniaux sur l'œuvre (reproduction, représentation, adaptation...) dans les limites définies par le contrat. Dans ce cas, l'éditeur devient titulaire des droits sur l'œuvre, c'est lui qui en est propriétaire et décide comment l'exploiter. L'auteur ne peut plus les exercer directement, sauf exceptions prévues par la loi (exemple : article L. 533-4 du Code de la recherche) ou autorisation de la part de l'éditeur. Dans la plupart des cas, les éditeurs choisissent de faire signer des cessions aux auteurs.
- La licence : avec ce mécanisme, l'auteur reste titulaire de ses droits sur l'œuvre mais accorde à l'éditeur une autorisation de l'exploiter à des fins précises et définies dans le contrat. La licence peut être exclusive et réservée à l'éditeur mais elle peut aussi être non exclusive permettant à l'auteur de continuer à diffuser l'œuvre ou la partager librement.

Cette distinction est essentielle, car une licence non exclusive permet à l'auteur de conserver une plus grande maîtrise sur l'utilisation de son œuvre.

Dans le domaine scientifique, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche encourage à privilégier la stratégie de non-cession des droits afin de favoriser l'accès ouvert aux publications<sup>4</sup>. Cette stratégie consiste pour l'auteur à conserver suffisamment de droits sur son manuscrit scientifique (en y apposant une licence ouverte dès la soumission) pour en permettre la diffusion en accès ouvert immédiat, quelle que soit la politique de l'éditeur. L'éditeur ne reçoit alors qu'une cession limitée à la version finale mise en page.

#### 6. Vérifiez la présence des mentions nécessaires à la validité du contrat

Le contrat d'édition qu'il prévoit une cession ou une licence doit impérativement être écrit et contenir certaines mentions, sous peine de nullité. Ces mentions sont les suivantes :

- la nature des droits cédés/concédés – reproduction, représentation<sup>5</sup>, adaptation ;

<sup>1</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006278955](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006278955)

<sup>2</sup> « L'enveloppe Soleau est un produit de l'INPI qui, sans être un titre de propriété industrielle, vous permet de dater de façon certaine la création de votre œuvre et vous identifier comme auteur. » <<https://www.inpi.fr/realiser-demarches/propriete-intellectuelle/se-preparer-au-depot-dune-e-soleau>>

<sup>3</sup> Lettre recommandée que l'on s'adresse à soi-même et que l'on conserve sans l'ouvrir

<sup>4</sup> [https://www.ouvrirlascience.fr/wp-content/uploads/2023/02/Guide\\_non\\_cession\\_des\\_droits\\_impressionA5.pdf](https://www.ouvrirlascience.fr/wp-content/uploads/2023/02/Guide_non_cession_des_droits_impressionA5.pdf)

<sup>5</sup> « La reproduction consiste dans la fixation matérielle de l'œuvre par tous procédés qui permettent de la communiquer au public de manière indirecte » (article L.122-3) (reproduction sur papier, archivage numérique).

- l'étendue des droits cédés/concédés – formes d'exploitation prévues (Internet, affichage, revues scientifiques, cédérom, etc.) ;
- le territoire couvert – ce peut être le monde entier mais encore faut-il qu'une clause le prévoit ;
- la durée – ce peut être la durée totale de protection au titre de la propriété intellectuelle mais encore faut-il qu'une clause le prévoit ;
- la destination des droits cédés/concédés, l'objectif de la cession/licence de droits.
- La rémunération prévue pour la cession/licence.

S'il n'y a pas d'écrit ou s'il manque une seule de ces mentions, la cession/licence de droits n'est pas valable. En conséquence, l'auteur est réputé ne jamais avoir cédé/concédé ses droits, et tous les actes d'exploitation effectués par l'éditeur peuvent être qualifiés d'actes de contrefaçon.

Depuis la Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019<sup>6</sup> le contrat doit aussi prévoir l'obligation de reddition des comptes au moins une fois par an (art. L.132-13 et suivants CPI) qui pèse sur l'éditeur. La reddition doit être explicite et transparente et présenter un état détaillé des exploitations permettant notamment de calculer les droits d'auteur dus. La Directive a également introduit le droit, pour l'auteur, de demander la résiliation du contrat en cas de non-exploitation effective de son œuvre (art. L.131-5-2 CPI).

## 7. Mesurer l'étendue de la cession/licence

Les formes d'exploitation qui ne sont pas prévues dans le contrat d'édition ne sont pas autorisées. L'éditeur n'a donc pas le droit d'y recourir mais l'auteur est libre de le faire. Par exemple, si le droit d'archivage numérique n'est pas explicitement mentionné dans le contrat, cela signifie qu'il n'a pas été cédé/concédé à l'éditeur. En cas de doute sur une stipulation, le contrat est interprété dans un sens favorable à l'auteur.

Le contrat d'édition doit être compatible avec les obligations imposées par les bailleurs ou partenaires dans les contrats signés avec eux notamment l'obligation de diffusion en open access. L'auteur doit donc s'assurer que les termes du contrat permettent de respecter les engagements contractuels antérieurs.

Lors de la négociation de la cession/licence, l'auteur peut se réserver certains droits, par exemple celui de déposer son manuscrit dans une archive ouverte. Il est également possible de limiter l'étendue de la cession/licence pour conserver la possibilité de réutiliser certains éléments incorporés dans l'œuvre (photographie, extrait d'interview), il est recommandé de prévoir ces restrictions explicitement dans le contrat.

Enfin, avec la montée en puissance des modèles d'intelligence artificielle vous pouvez également prévoir dans le contrat que la cession/licence n'inclut pas le droit pour l'éditeur de diffuser vos œuvres à des fins d'entraînement de ces modèles ou de les exploiter pour générer du contenu par intelligence artificielle.

Note : Il existe une exception à ce principe : les évolutions technologiques logiques du support initial. Il est, en effet, possible de prévoir dans le contrat d'édition que sont couverts non seulement des supports connus mais également des supports qui n'ont pas encore été inventés. Ainsi, il a été jugé qu'un contrat d'édition qui ne visait qu'une exploitation sous forme de cassettes vidéo couvrirait également les DVD dans la mesure où les DVD constituent le prolongement technologique des cassettes vidéo.

## 8. Déterminez la durée de cession/licence

En France, toute œuvre est protégée à compter de sa réalisation et ce droit persiste après la mort du dernier auteur pendant l'année civile en cours et les 70 années qui suivent. Les contrats d'édition peuvent couvrir toute la durée de protection mais ils prévoient parfois des durées plus courtes (par exemple, 5 ans). Au-delà, l'éditeur n'a plus le droit d'exploiter l'œuvre et l'auteur retrouve la libre jouissance de ses droits. En cas de disparition ou de faillite de l'éditeur, l'exploitation de l'œuvre peut cesser avant la fin prévue dans le contrat. Dans ce cas, l'auteur peut faire valoir ses droits auprès du liquidateur (ou des ayants droits de l'éditeur) pour récupérer la libre jouissance de son œuvre.

En cas de rachat de l'éditeur par un tiers avec transfert du catalogue, le contrat peut rester valable si cette

---

« La représentation consiste dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque » (article L.122-2). (lecture publique, diffusion en librairie, affichage sur Internet)

<sup>6</sup> Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

situation a été prévue en amont dans ce dernier. Il est donc recommandé de prévoir dès le début le sort du contrat en cas de rachat : caducité ou maintien du contrat dans les mêmes conditions

Si la durée de cession/licence prévue est très longue il est recommandé d'inclure une clause de résiliation permettant de mettre fin au contrat en cas de manquements de la part de l'éditeur.

## 9. Déterminez le territoire de la cession/licence

Généralement, les contrats prévoient que l'exploitation couvre le monde entier. Certains contrats peuvent limiter le territoire à certaines zones ou pays. Dans ce cas, l'auteur peut exploiter librement son œuvre en dehors du territoire convenu. Il est donc essentiel de s'assurer que la cession/licence n'est pas trop large afin de ne pas bloquer les opportunités de diffusion sur d'autres territoires. S'il veut la publier sur Internet, par nature international, il devra prendre garde au chevauchement avec le territoire couvert par le contrat.

## 10. Prenez garde à l'exclusivité

Généralement, l'exclusivité ne se présume pas. Elle doit être expressément prévue dans le contrat. Toutefois, le Code de la propriété intellectuelle contient une disposition spéciale relative aux contrats d'édition (article L.132-8<sup>7</sup>) qui prévoit, à titre dérogatoire, que l'auteur est tenu à une obligation d'exclusivité à l'égard de l'éditeur.

Cette disposition n'est pas impérative et rien n'empêche de prévoir que la cession soit non exclusive. En l'absence de clause expresse de non-exclusivité, l'auteur est tenu à l'exclusivité à l'égard de l'éditeur, ce qui lui interdit d'exploiter lui-même l'œuvre ou de consentir des autorisations d'exploitation à des tiers sur les droits cédés à l'éditeur (d'où l'importance de préciser leur étendue, la durée, le territoire...)

Afin d'éviter toute difficulté, il est recommandé de prévoir une dérogation à l'exclusivité dans les contrats d'édition. Vous pourrez ainsi exploiter votre œuvre, notamment dans un but informatif et non lucratif (par exemple pour la faire connaître sur Internet ou la déposer dans une archive ouverte –droit d'archivage numérique). Cette dérogation permet aussi de réserver les droits de l'institution-employeur (notamment pour intégrer le texte intégral d'une œuvre dans la base de données Intranet et Internet, pour la proposer en bibliothèque, etc.).

Avec le mouvement d'open science, les dérogations sont un moyen de permettre à l'auteur de diffuser ses travaux en libre accès. La loi pour une République numérique du 7 octobre 2016, prévoit notamment que, les auteurs d'écrits scientifiques issus de recherches financées au moins pour moitié par des fonds publics, ont la possibilité de mettre gratuitement à disposition, dans un format ouvert, la version finale acceptée pour publication de leurs manuscrits, et ce, même s'ils ont accordé une exclusivité à un éditeur. Il y a des conditions qui s'appliquent et notamment un délai d'embargo : 6 mois pour les sciences, techniques et médecine, et 12 mois pour les sciences humaines et sociales, à compter de la date de la première publication<sup>8</sup>.

## 11. Vérifiez la clause de rémunération

S'il s'agit d'une œuvre non encore réalisée, l'auteur a droit à une rémunération pour son travail et à des redevances au titre de l'exploitation de son œuvre. Si l'œuvre est déjà créée, il n'a droit qu'à des redevances (appelées « droits d'auteur »), calculées sous forme de pourcentage du prix de vente public de l'ouvrage<sup>9</sup>.

Toutefois, la loi prévoit plusieurs exceptions, notamment pour les articles scientifiques où une rémunération forfaitaire est possible, mais elle reste peu élevée voire inexistante dans la pratique. La Directive UE 2019/790<sup>10</sup> impose désormais que la rémunération des auteurs soit appropriée et proportionnelle à l'exploitation de leurs œuvres. Le recours à une rémunération forfaitaire ne sera possible plus que dans des cas limités et justifiés.

Outre la rémunération, il peut être intéressant de prévoir que l'éditeur devra fournir un nombre de tirage minimum pour l'ouvrage physique.

## 12. Méfiez-vous des clauses de représentation

<sup>7</sup> « ART. L. 132-8. L'AUTEUR DOIT GARANTIR A L'EDITEUR L'EXERCICE PAISIBLE ET, SAUF CONVENTION CONTRAIRE, EXCLUSIF DU DROIT. IL EST TENU DE FAIRE RESPECTER CE DROIT ET DE LE DEFENDRE CONTRE TOUTES ATTEINTES QUI LUI SERAIENT PORTEES. ». IN : CODE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE : LIVRE 1ER

LE DROIT D'AUTEUR : TITRE III – EXPLOITATION DES DROITS : CHAPITRE II - DISPOSITIONS PARTICULIERES A CERTAINS CONTRATS : SECTION I - LE CONTRAT D'EDITION.

8 ARTICLE L.533-4 CODE DE LA RECHERCHE

<sup>9</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000049579339](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000049579339)

<sup>10</sup> Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE

En présence d'une œuvre plurale, c'est-à-dire une œuvre à laquelle ont participé plusieurs personnes<sup>11</sup>, l'éditeur demande à l'une d'entre elles de représenter les autres et de se porter garante de l'acceptation et de l'exécution du contrat par les autres. Cela permet de simplifier les échanges.

Toutefois, l'auteur désigné comme représentant devra obtenir des co-auteurs un mandat écrit de la part de chacun, confirmant qu'il est désigné comme unique représentant et qu'il a la qualité pour agir au nom et pour le compte de ses coauteurs, notamment pour signer les documents relatifs à l'exploitation de l'œuvre commune. Il est recommandé d'éviter de procéder à une cession de droits entre coauteurs, le mandat étant la forme juridique appropriée pour encadrer ce droit de représentation. De plus, il permet d'éviter les cessions de droits « en cascade » entre coauteurs, porteuses de risques puisqu'un auteur ne peut pas céder à l'éditeur des droits qu'il ne détient pas pleinement ou pour lesquels il n'a pas obtenu de mandat explicite des coauteurs. Ce mandat est essentiel pour éviter que les coauteurs contestent la validité du contrat. Il faut aussi préciser que la représentation constitue une charge supplémentaire pour l'auteur mandaté qui doit être prise en compte.

### 13. Méfiez-vous des clauses de garantie

L'auteur doit en principe garantir à l'éditeur la jouissance des droits qu'il lui a cédés/concédés. Si un tiers vient à revendiquer des droits sur l'œuvre ou une partie de l'œuvre qui a été cédée/concédée par l'auteur à l'éditeur, c'est l'auteur qui est responsable. Les contrats d'édition alourdissent souvent cette obligation de garantie en prévoyant que l'auteur devra non seulement payer des dommages et intérêts au tiers qui s'est manifesté, mais également assumer les frais d'avocat de l'éditeur, le dédommager des pertes d'exploitation qu'il subira si la diffusion est suspendue...

Ces clauses ne sont pas facilement négociables. Aussi, en cas de doute sur certains éléments communiqués à l'éditeur (par exemple photographies, graphiques, etc.), il est préférable de les retirer, ou d'aviser l'éditeur que les droits correspondants ne sont pas garantis.

Si l'œuvre contient des contenus générés avec l'aide d'outils d'intelligence artificielle (IA), il est nécessaire de vérifier les droits d'utilisation de ces contenus ainsi que la fiabilité des réponses obtenues (risques d'erreurs, hallucinations). Certains outils d'IA ne transfèrent pas automatiquement les droits sur le contenu à l'utilisateur. En conséquence, l'auteur doit être particulièrement vigilant lorsqu'il donne des garanties sur les contenus générés par IA intégrés dans l'œuvre et s'assurer que les contenus sont clairement identifiés comme libres de droits ou qu'il dispose d'une licence/cession pour les exploiter.

L'éditeur de l'ouvrage peut également exiger une garantie que les contenus ont été produits sans recourir à l'IA.

### 14. Attention aux clauses de préférence

Par les clauses de préférence, l'auteur s'engage à donner une préférence à l'éditeur pour la publication d'œuvres futures. Ces clauses sont valables si le genre de ces œuvres (par exemple, écrits scientifiques, documentaires, etc.) est déterminé conformément au principe de prohibition de la cession globale des œuvres futures. Ces clauses sont dangereuses car elles engagent l'auteur pour des durées qui peuvent être longues, ce qui le prive de sa liberté de choix. Il est donc vivement recommandé de les limiter au maximum.

### 15. Attention aux clauses de sous-cession

En principe, les contrats d'édition sont considérés comme des contrats *intuitu personae*. L'éditeur n'a donc pas le droit de substituer un tiers pour l'exécution du contrat. Néanmoins, les éditeurs prévoient des clauses de « sous-cession », qui leur donnent la possibilité de faire exploiter les réalisations de l'auteur par d'autres personnes, notamment pour les exploitations à l'étranger. Même si l'éditeur principal doit rendre compte de tout à l'auteur, l'auteur a une moindre visibilité sur l'exploitation réelle de son œuvre.

### 16. Intégrez la mention « confidentiel » aux documents joints à l'œuvre

Les éditeurs, en particulier les revues scientifiques, demandent des informations à l'auteur afin de vérifier la fiabilité scientifique du texte qui leur est soumis. Il est recommandé d'estampiller chaque page de la mention « confidentiel » et d'ajouter dans le courrier d'envoi une mention du type : « Document confidentiel, fourni à titre informatif à l'éditeur », afin que celui-ci vérifie la fiabilité technique des informations qui lui sont communiquées. Toute autre forme d'exploitation et, de manière générale, toute communication au public sont

<sup>11</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000006278882](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000006278882)

strictement interdites ».

Orsini C., 2025. Savoir lire un contrat d'édition pour défendre ses droits. Montpellier (FRA) : CIRAD, 5 p.  
<https://doi.org/10.18167/coopist/0012>

Mise à jour de la fiche CoopIST : CIRAD-DIST. 2011. Savoir lire un contrat d'édition pour défendre ses droits.  
Montpellier (FRA) : CIRAD, 4 p.

#### Informations

*Comment citer ce document :*

*Orsini C., 2025. Savoir lire un contrat d'édition pour défendre ses droits. Montpellier (FRA) : CIRAD, 6 p.*

<https://doi.org/10.18167/coopist/0012>

*Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons : Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International, disponible en ligne : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr> ou par courrier postal à : Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, USA. Cette licence vous permet de remixer, arranger, et adapter cette œuvre à des fins non commerciales tant que vous créditez l'auteur en citant son nom et que les nouvelles œuvres sont diffusées selon les mêmes conditions.*